



TRENZ ©



MAGAZINE COMMUNAUTAIRE
DÉDIÉ À L'AVANCEMENT ET LA
DÉMYSTIFICATION DU VÉCU DES
PERSONNES TRANSEXUELLES.

COMMUNITY MAGAZINE
DEDICATED TO THE ADVANCEMENT
AND THE DEMYSTIFICATION OF
THE TRANSEXUAL EXPERIENCE.

Deviens grand non pas celui qui gagne toujours, mais celui qui n'abdique jamais

On me demande souvent pourquoi j'investis tant de temps à militer pour les droits trans au lieu de rester «stealth». Quelles sont donc ces raisons qui font que je dévoile mon vécu d'homme trans afin d'expliquer le vécu des personnes transsexuelles ?

Je suppose qu'il existe plusieurs raisons pour s'impliquer dans un mouvement afin de militer pour les droits humains.

L'espoir d'un monde meilleur et plus juste est un point commun que partage plusieurs militants.

Personnellement, je déteste tout ce qui est injuste. De plus, j'espère que ma contribution fera partie d'un mouvement qui réussira à faire établir plusieurs lois afin de protéger les droits et la qualité de vie des personnes trans et finalement, mettre fin à la transphobie.

Bien que ces défis ne soient pas simples, il est important de se souvenir que chaque petites batailles gagnées peuvent conduire à de grandes victoires.

Et cela est sûrement LA raison principale pour laquelle je continue à être un militant de la communauté trans.

Pride can stand a thousand trials, the strong will never fall

People often ask me why I became a trans activist instead of staying "stealth".

Mostly, it's because I can't stand injustice. I also hope that the time I invest as a trans activist will succeed in helping gain trans rights and end transphobia.

But accomplishing those lofty goals ain't easy.

They are goals that may not even come to pass in my lifetime or be accomplished at a future point in time, which means I probably won't get a chance to enjoy them.

But if it means the next generation of transkids don't have to deal with a tenth of the drama we had to, then it's worth fighting for, and whatever crap I have to deal with to make it happen.

And that's why I continue to be a trans activist.

- Maxime Le May

Nouvelles d'ici et d'ailleurs

Edition spéciale 1er anniversaire



SOMMAIRE / CONTENTS :

NOUVELLES D'ICI ET D'AILLEURS

p. 2

DOSSIER : VOS DROITS

p. 7

SPOTLIGHT

p. 9

TRANS ACTIVISM : MYTH OR REALITY

p. 10

NEWS FROM HERE AND ABROAD

p. 12

TRANS ARCHIVES PROJECT

p. 18

LETTRE OUVERTE

p. 19

OUT AT THE MOVIES

p. 21

Le NPD dépose au parlement un projet de loi historique sur les droits des personnes trans

Un projet de loi d'initiative parlementaire historique a été débattu aujourd'hui à la Chambre des communes pour prolonger la protection des pleins droits des Canadiens transsexuels et trans.

Le projet de loi, déposé par Bill Siksay, porte-parole du NPD sur les questions touchant les personnes gaies, lesbiennes, bisexuelles, transsexuelles et trans, ajouterait l'identité et l'expression des sexes en tant que motifs interdits à la discrimination dans la Loi canadienne sur les droits de la personne. Le projet de loi modifierait aussi les dispositions sur les crimes haineux et sur l'emprisonnement dans le Code criminel pour protéger les personnes transgenres.

« C'est un débat que nous attendons depuis longtemps. Les Canadiens trans font l'objet d'une discrimination bien documentée presque quotidiennement au travail, pour obtenir un loyer, des soins de santé et lorsqu'ils reçoivent les services que les autres Canadiens tiennent pour acquis.

Et la violence faite contre les personnes trans est un important enjeu », a noté M. Siksay. « Ce projet de loi rendra juridiquement explicites les pleins droits des Canadiens trans. »

« Les Canadiens trans sont des membres de nos familles, nos collègues et nos voisins. Notre succès en tant que société dépend de leurs capacités de vivre une vie heureuse, saine, sécuritaire et productive », a souligné M. Siksay.

« En 2000, le rapport La Forest a recommandé à l'unanimité la protection explicite des citoyens trans dans la Loi canadienne sur les droits de la personne. Mais 10 ans plus tard, le gouvernement fédéral n'a toujours pas réussi à adopter une loi qui comprend " l'identité et l'expression des sexes ", a expliqué la présidente du Trans Health Lobby Group Susan Gapka. « En tant que personnes trans, nous cherchons à obtenir les mêmes protections énumérées qu'ont réussi à obtenir les autres groupes défavorisés. Il est maintenant temps d'obtenir cette protection pour les droits des personnes trans. »

Le projet de loi de Bill Siksay a été appuyé par 12 autres députés.
(Source : www.npd.ca)

Septième édition de la journée de la fierté transsexuelle à Montréal

Luc Alexandre Perron



Le 1er dernier, l'UQAM accueillait encore cette année les participant(e)s de la Journée annuelle de la fierté trans. Au programme ateliers, conférenciers, discussions. Forte de sa crédibilité, la journée de la fierté avait attiré le congrès du CPATH à Montréal durant le même week end. De plus, la journée servait à marquer le 30e anniversaire de l'Association des Transsexuel(le)s du Québec, l'ATQ.

Une présentation vidéo annonçait les couleurs de la journée expliquant en quoi la fierté constituait un pas essentiel dans la démarche de la transition. Être fier, c'est d'abord et avant tout ne plus avoir honte d'être soi.

Marie-Ève Baron et Danielle Chénier de l'exécutif de l'ATQ ouvraient la journée en annonçant les couleurs de la journée. La matinée se voulait réserver aux différents et très variés groupes et organismes qui travaillent avec les transsexuels et les transgenres.

L'ATQ elle-même présentait ses accomplissements, comme la ligne d'écoute qui fonctionne pratiquement 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, grâce au dévouement de Marie-Marcelle Godbout, et ce depuis des années.

Sont venus par la suite Projet 10, qui s'adresse surtout à la population des 14 à 25 ans, le Mouvement Littéraire Arc-en-ciel, qui publie des nouvelles écrites par et pour la communauté LGBT; le projet Caméléon de Sherbrooke a ensuite expliqué la réalité des trans en région.

Ont suivi le projet Correspondance, ARAMIS, l'ASST(e)Q, et même le NPD, dont le co-président du comité LBGT a présenté le projet de loi visant à faire inclure l'identité de genre dans la Charte des droits du Canada.

Après un dîner où les participants et participantes pouvaient fraterniser, deux conférencières ont suscité un grand intérêt auprès du public dans l'auditorium de l'université.

D'abord Kelly Winters, Ph. D., venue présenter ses travaux sur le DSM-V et dénonçant la vision réductrice du fameux « catalogue des maladies mentales ».

Puis Michelle Blanc, célèbre consultante en web marketing, nous a raconté son parcours de transsexuelle qui souvent s'est confondu avec sa démarche professionnelle et l'impact de l'avènement du web sur l'isolement des trans qui peuvent maintenant tisser plus facilement des liens avec d'autres individus partageant le même cheminement. Nous apprenions aussi à ce moment que Madame Blanc sera la porte-parole de la fierté LBGT de Montréal en août prochain. Rappelons que Madame Blanc avait occupé le poste de présidente d'honneur l'an dernier aux côtés de Jasmin Roy.

La journée de la fierté se terminait par un gala au célèbre Café Cléopâtre sur le boulevard St-Laurent, situé tout près de l'UQAM.

Ceux et celles qui ne sont pas encore pointé le bout du nez à cet événement annuel devraient tout de suite inscrire la prochaine journée de la fierté à leur agenda pour 2011!

Luc-Alexandre Perron est originaire de Montréal. Détenteur d'un B.Sc. en psychologie, il a milité pendant plusieurs années dans le milieu syndical et communautaire. Il est maintenant chroniqueur pour le magazine Fugues.

Nouvelles d'ici et d'ailleurs

La France lance un appel à l'OMS sur le transsexualisme

La France a annoncé lundi son intention de demander à l'Organisation mondiale de la santé de retirer le transsexualisme de la liste des maladies mentales, comme l'OMS l'avait fait pour l'homosexualité en 1990.

Les ministères de la Santé et des Affaires étrangères ont écrit un message en ce sens à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie.

"La lutte contre les violations des droits de l'Homme fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre est l'un des axes de la politique de la France en matière de droits de l'Homme", écrivent-ils.

Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères, et Roselyne Bachelot, ministre de la Santé et des Sports, "ont décidé de travailler ensemble pour porter cette question devant l'Organisation mondiale de la Santé", ajoute-t-on.

Le Comité Idaho (International day against homophobia and trans), coordinateur de la Journée de lutte contre l'homophobie, salue dans un communiqué une "annonce historique, qui invite le monde entier à changer son regard sur la transidentité".

Roselyne Bachelot avait annoncé il y a un an son intention de ne plus considérer la transidentité comme une affection psychiatrique. Une décision confirmée par un décret publié en février dernier.

AGRESSIONS PHYSIQUES

Débats, expositions, projections, concerts et réunions marquent la 6e Journée mondiale contre l'homophobie, axée cette année sur les liens entre cette question et les religions.

Un colloque sur ce thème avec des représentants des grands cultes et des associations gay se tient ce lundi à l'Assemblée nationale. Des "kiss-in", rassemblements de personnes de tous les sexes s'embrassant longuement en public, sont prévus dans différentes villes.

Les organisateurs de la Journée seront reçus mardi par le directeur de cabinet du ministre de l'Education nationale, Luc Chatel, qui dit dans un communiqué avoir demandé aux proviseurs de lycée et aux principaux de collège de se mobiliser sur cette question.

Sept pays punissent l'homosexualité de la peine de mort et 80 pays d'une peine de prison. En France, selon l'association SOS-Homophobie, le nombre de témoignages sur des agressions physiques à l'encontre des homosexuels a progressé en 2009, passant à 88 contre 61 en 2008.

Les questions liées à l'orientation sexuelle représentent 3% des réclamations de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde), les deux tiers pour des questions d'emploi.

Un chiffre en augmentation selon sa présidente, Jeannette Bougrab. "Les discriminations ne concernent pas l'accès au marché de l'emploi mais plutôt le déroulement de la carrière", a-t-elle expliqué sur France 2.

"Quand vos collègues vont apprendre que vous êtes gay ou lesbien, on va commencer à avoir des refus de promotion, un ralentissement de carrière, voire du harcèlement moral pouvant déboucher sur un licenciement ou une démission", a-t-elle dit.

(Source : www.lexpress.fr)



Nouvelles d'ici et d'ailleurs

Les militantes et militants de l'AFPC défendent les droits des GLBT



Plus de 40 ans après la décriminalisation de l'homosexualité au Canada, il reste beaucoup de travail à faire et il faut se battre plus que jamais pour faire respecter les droits des GLBT.

C'est avec ce message que les participantes et participants à la Conférence nationale Fierté de l'AFPC sont rentrés chez eux le mois dernier, après avoir discuté d'enjeux importants, participé à des ateliers et adopté des résolutions qui aideront le syndicat à défendre les droits des travailleuses et travailleurs gais, lesbiennes, bisexuels et transgenres.

Il est temps que les trans soient traités équitablement

L'avocate et militante Nicole Nussbaum a souligné les nombreuses difficultés auxquelles les personnes transsexuelles et transgenres doivent faire face au Canada, notamment pour faire modifier les documents officiels et obtenir des soins médicaux particuliers aux trans. Du reste, ils continuent de subir une importante discrimination au travail.

Mme Nussbaum a parlé de l'importance pour les militantes et militants de l'AFPC de faire campagne pour l'intégration de l'identité et de l'expression sexuelles dans les codes provinciaux des droits de la personne et la Loi canadienne sur les droits de la personne. Elle a souligné que l'incertitude

et les dispositions juridiques floues rendent les personnes trans vulnérables à la discrimination. Elle a mentionné que plusieurs de ses clients s'étaient vu refuser un logement ou avaient été congédiés pour cette raison.

« Il faut compter beaucoup de temps avant que les poursuites intentées pour congédiement injustifié ne soient entendues, et ce processus change profondément la vie des gens », a soutenu Mme Nussbaum.

Les propos de Mme Nussbaum ont manifestement touché les participantes et participants à la conférence. Peu après son exposé, ils ont adopté une résolution pour demander à l'AFPC de mettre au point des séances de formation et de la documentation sur les droits des personnes trans et d'offrir ces séances aux membres partout au Canada.

L'AFPC a réussi à faire intégrer à plusieurs conventions collectives des dispositions protégeant les droits de la personne au regard de l'identité et de l'expression sexuelles, et elle continuera de presser le Conseil du Trésor d'appliquer ces dispositions à l'ensemble des travailleuses et travailleurs du secteur public fédéral.

Cap sur le changement

Avant la fin de la conférence, les participants et participantes ont aidé à lancer un appel en ligne sur psac.com pour demander au gouvernement Harper de rétablir le financement du Programme de contestation judiciaire, d'ajouter l'identité et l'expression sexuelles à la liste de motifs de discrimination illicite dans la Loi canadienne sur les droits de la personne, de réécrire le guide sur la citoyenneté afin d'y inclure des renseignements sur les droits des GLBT et enfin, de nommer à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié des personnes reconnues pour leur engagement à l'égard des droits constitutionnels à l'égalité.

À la conférence, le président de l'AFPC, John Gordon, a donné l'assurance de son soutien envers les droits des GLBT.

« Aujourd'hui, à une époque où la droite est au pouvoir et où l'intolérance est de nouveau à la hausse, l'AFPC est toujours aussi déterminée à militer pour le plein respect des droits de ses membres GLBT dans les milieux de travail et dans la société et à faire connaître ces droits », a-t-il déclaré.

(Source : www.pfac-afpc.org)

Nouvelles d'ici et d'ailleurs

Une nouvelle offre permettrait au Café Cléopâtre de déménager

Le Café Cléopâtre, un cabaret de variétés et de spectacles érotiques, est le dernier obstacle à la construction d'un immeuble de cinq étages le long de la Main, entre le boulevard René-Lévesque et la rue Sainte-Catherine, là où se trouvait notamment le Montreal Pool Room avant de déménager sur le côté est du boulevard Saint-Laurent.

L'an dernier, en février 2009, M. Zoumboulakis a reçu une offre d'un million pour quitter les lieux. Il a refusé. En octobre, la Ville lui a offert 895 000 \$ pour l'édifice. L'affaire est actuellement devant les tribunaux, le Café contestant son expropriation.

Selon nos informations, la filiale de la SDA responsable du réaménagement du quadrilatère aurait fait, hier, une proposition supérieure aux offres précédentes. Elle comprend non seulement une somme d'argent mais un bâtiment qui deviendrait la propriété du café.

Ce bâtiment proposé est celui actuellement occupé par La Calèche du sexe, au second étage de l'édifice du 328-330, rue Sainte-Catherine Est. Afin que le Café Cléopâtre puisse déménager à cet endroit, la filiale de la SDA achèterait, dans un premier temps, l'édifice au propriétaire actuel et le permis d'exploitation actuellement détenu par La Calèche du sexe.

La filiale de la SDA offrirait au propriétaire du Café Cléopâtre ce permis d'exploitation, le bâtiment du 328-330, rue Sainte-Catherine Est, et une somme d'argent. Le coût total pour la filiale de la SDA dépasserait les offres précédentes, selon nos sources.

La Presse a découvert qu'une offre d'achat de l'édifice de la rue Sainte-Catherine par la filiale de la SDA a déjà été acceptée sous conditions le mercredi 29 avril par la propriétaire de l'édifice de la rue Sainte-Catherine. Par ailleurs, le propriétaire du fonds de commerce La calèche du sexe aurait accepté officiellement, de son côté, de céder son permis d'exploitation cinq jours auparavant.

Il ne resterait donc plus aux deux parties qu'à signer une entente. Joint hier après-midi, le PDG de la SDA, Christian Yaccarini, a confirmé que ses représentants ont offert à Johnny Zoumboulakis un édifice «avec un permis de commerce exploitant l'érotisme et un dédommagement au Cléopâtre dans le but de le relocaliser dans le même secteur».

Les deux hommes n'étaient pas présents à la rencontre. M. Zoumboulakis a, par contre, confirmé à La Presse, hier, l'existence de la proposition. Mais comme il n'a «pas eu le temps de la regarder», a-t-il dit, ni son avocat Louis Beauregard d'ailleurs, il préfère réserver ses commentaires pour plus tard.

Sans parler de l'aspect financier, le commerçant estime que la proposition est décevante au niveau de la superficie. Le Café Cléopâtre est un bar de deux étages. Comme La Presse l'a constaté, il n'y a qu'un seul étage de disponible au 328-330, rue Sainte-Catherine Est.

Au rez-de-chaussée, le «bar-piztro OVèn» occupe les lieux. Son propriétaire possède un droit d'achat de l'immeuble mais, selon nos informations, il ne souhaite pas s'en porter acquéreur.

Reste qu'il faut se demander si le Café Cléopâtre acceptera finalement de quitter la Main après 34 ans de présence dans cette artère.



Le café Cléopâtre

(Source : www.cyberpresse.ca)

Dossier spécial : Vos droits



La Charte des droits et libertés de la personne du Québec est un grand texte de loi qui exprime les valeurs de la société québécoise. En fait, l'idée que le Québec adopte une charte a commencé à faire son chemin dès le début des années soixante, ce projet allant de pair avec l'éveil de la société québécoise et avec le vent de modernisme apporté par la Révolution tranquille. L'objectif premier de la Charte est d'harmoniser les rapports entre les citoyens ainsi que les rapports entre les citoyens, l'État et ses institutions.

L'article 10 est retrouvé au second chapitre de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec aborde le droit à l'égalité. Il consacre l'idée que tous les individus de notre société ont la même valeur, et par conséquent qu'ils doivent jouir des mêmes droits.

Voici la façon dont ce droit primordial est défini, à l'article 10 de la Charte : « Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe (qui inclut maintenant la transsexualité), la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

La Charte prévoit également une protection contre le harcèlement discriminatoire à l'Art 10.1

Il y a discrimination lorsqu'une telle distinction, exclusion ou préférence a pour effet de détruire ou de compromettre ce droit. »

L'article 15 de la Charte canadienne des droits et libertés stipule que chaque personne est égale devant la loi et a droit à l'égalité quant à la protection et aux avantages procurés par la loi, sans subir de discrimination, en particulier, celle fondée sur la race, l'origine ethnique ou nationale, la couleur, la religion, le sexe, l'âge ou les incapacités physiques ou mentales. Les litiges ont fait bénéficier de la protection accordée par la Charte d'autres groupes ayant été victimes de discrimination dans le passé, comme les gais et les lesbiennes.

Cet article de la Charte prévoit aussi l'adoption de lois, de programmes ou d'activités visant à enrayer la discrimination, par exemple, les programmes d'équité en matière d'emploi. La Charte prime sur toutes les autres lois. S'il des droits garantis par la Charte ont été violés en vertu de l'article 15, l'article 1 prévoit un moyen par lequel le gouvernement peut alors chercher à justifier la légitimité de la violation des droits à l'égalité.

La Loi canadienne sur les droits de la personne interdit les pratiques et les attitudes discriminatoires fondées sur la race, l'origine ethnique ou nationale, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état matrimonial, la situation familiale, l'incapacité ou l'état de personne graciée. La Loi reconnaît le recours à des programmes comme celui de l'équité en matière d'emploi pour prévenir et réduire les injustices ou pour supprimer des injustices passées.

Elle s'applique aux personnes, aux groupes et aux organismes. Elle est considérée comme étant quasi constitutionnelle et elle l'emporte donc sur d'autres lois. Si la Commission canadienne des droits de la personne décide de faire valoir une plainte relative aux droits de la personne, le Tribunal canadien des droits de la personne doit l'entendre. Une décision du Tribunal peut faire l'objet d'un examen judiciaire par la Cour fédérale, puis d'un appel pouvant être porté jusque devant la Cour suprême du Canada.

(Suite . 8)

Dossier spécial : Vos droits

L'obligation d'adaptation aux besoins veut dire qu'on change des règlements, des normes, des politiques, des cultures en milieu de travail et des environnements physiques pour s'assurer qu'une personne ne subisse pas de discrimination – ou d'exclusion – à cause de son âge, de sa race, de son sexe ou de tout autre motif protégé (ex: assouplir l'obligation de porter un uniforme ou encore une cocarde où figure le nom d'un employé(e))

L'adaptation aux besoins est fondée sur le principe qui veut qu'un traitement semblable pour tout le monde ne fasse toujours preuve d'égalité. Pour parvenir à l'égalité des chances en milieu de travail, il est parfois nécessaire de traiter les gens différemment.

L'obligation légale de s'adapter aux besoins se pose quand un règlement, une norme ou une politique de travail crée un obstacle pour certains employés, parce qu'il relève d'un des motifs de discrimination illicites en vertu de la Loi sur les droits de la personne.

Qui partage cette responsabilité?

L'adaptation aux besoins est une responsabilité partagée. La flexibilité, la communication franche et la coopération entre le travailleur et l'employeur sont les éléments essentiels d'une adaptation réussie.

L'employé devrait informer l'employeur de ses besoins particuliers. Il devrait être disposé à fournir de la documentation d'appui et aider à trouver la ou les mesures d'adaptation qui conviendraient. On ne peut s'attendre à ce que les employeurs comprennent automatiquement les besoins d'un employé, particulièrement si ceux-ci ne sont pas évidents.

(Sources : www.citoyennete.qc.ca; www.pch.gc.ca)



Je veux partager avec vous mes prix 2010 pour le traitement laser Light Sheer Diode lié à la transition.

*-Pour enlever la barbe : 175\$+tx par traitement.
-Pour préparer l'avant bras à la phallo : 45\$+tx par traitement.*

Avec les beaux jours, l'on remet souvent en question un projet d'épilation Laser. Mais bonne nouvelle : l'appareil Light Sheer Diode possède maintenant un programme 100ms, pour peaux bronzées, extrêmement sécuritaire et testé avec beaucoup de succès depuis quelques années maintenant !

Également offert, service d'électrolyse ultra rapide 27MHz, épilation à la cire et thermocoagulation (permet d'enlever tétines, capillaires dilatés, tâches pigmentaires, point de rubis, etc)

514-223-6804

Électrolyse
Thermocoagulation
Laser/TPC
Cire tiède

Apilus Platinum
Haute technologie

Épilation
Audrey
Électrolyse diplômée

Spotlight !

Kyle Scanlon : Trans Programmes Coordinator



A native of Hamilton, Kyle Scanlon was a member of the queer students' organization at McMaster University.

A move to Toronto led Kyle into the Lesbian Gay Bi Youth Line, where he became the first openly transsexual man to be the Executive Director of a queer agency in Canada. Kyle was led to his current position at the 519 Community Centre, where he serves as the Centre's Trans Programmes Co-coordinator. Finding emergency housing, securing funding for the programmes he oversees, providing a supportive ear and a safe space for distressed clients, and engaging in the process with Toronto's homeless shelters to implement trans-positive policies are all in a day's work. With the program's weekly drop-in centre, Kyle also ensures his clients can look forward to a hot, nourishing meal,

can access a housing worker and a legal clinic.

After hours, he can be found working as a member of Toronto's LGBT Police Consultative Committee, with the Sherbourne Health Centre, where he works to improve access to medical services for the trans, two-spirited, and intersexed communities, or in an advisory role to a number of research projects related to trans issues. He was a key player in the Youth Migration Project, a large-scale research study undertaken to evaluate issues in HIV vulnerability in youth who have migrated to Toronto, the AIDS Committee of Toronto's Trans Needs Assessment, and Fred Victor Centre's document "Where We Are All Welcome", highlighting the unique issues of homeless trans people trying to access space in hostels and shelters. Additionally, Kyle has supported many other community organizations in their quest to become trans-positive/trans-accessible, including the Children's Aid Society of Toronto, The Centre for Addiction and Mental Health, the Planned Parenthood Federation of Canada, and the Law Society of Upper Canada, to name only a few.

His publications have appeared in such diverse media outlets as local newspapers, feminist essay collections, health advocacy websites, and academic journals. Kyle has been invited to speak at conferences across North America, and was recognized for his extensive community involvement with the 2001 Grassroots Trans Community Activist of the Year from SOY.

(Source : www.clga.ca)

TR@NZ

Bymonthly community magazine founded in 2009.

Editor

Maxime Le May

Photography

Eric Champigny

Research

Patrick Gilbert

Collaborators

Danielle Chénier, Roch Gagnon, Lox, Mélanie Riendeau, Luc Alexandre Perron, Caroline Sanscartier, Jacky Vallée.

Subscription

crepesauxpommes@hotmail.com

The text found in this bulletin may be reproduced, in whole or in part, for personal use or for public (non-commercial) distribution, in any format, as long as the goal is to promote the distribution of information, education, or improving the lives of the transsexual community. We ask only that you include a reference to this web bulletin.

The photographs included in this web bulletin are the exclusive property of Eric Champigny, and cannot be altered, reproduced, or copied without the express permission of the author.

Legal Deposit

Bibliothèque nationale du Québec
Library and Archives Canada
ISSN 1920-4965 (2009)

Trans activism : Myth or Reality



Like discrimination against GLB people, discrimination against transgendered people is rooted in sexism and gender stereotyping.

Basic civil rights protections for trans people ensure their ability to live and work as productive

members of society. Even from a purely pragmatic perspective, the social cost of discrimination is much greater in the long run than the cost of inclusion.

Ultimately, however, the most compelling arguments in favor of providing transgendered people with basic legal protections are those rooted in our common humanity.

Transgender rights are simply human rights, based on the recognition that transgendered people are human beings deserving of common respect and dignity, regardless of their appearance or their choices about how to manage the transgender aspect of their lives. Just as gay, lesbian and bisexual people wish to be treated fairly and respectfully, and not discriminated against based upon whom they love or their consensual expression of sexuality, transgendered people seek the same levels of social safety and security and the same affirmation of our inherent equality.

In the past ten years, transgendered and gender variant people have made unprecedented efforts to lobby for civil rights protections.

The greatest initial impact of those efforts has been at the local level.

In the US, securing statewide protections for transgendered people has been more difficult to achieve, recent developments suggest that it is by no means an unreachable goal. In 1993, Minnesota became the first state to enact an anti-discrimination law that includes express protections for transgendered and gender variant people in employment, housing, education, and public accommodations, as well as enhanced penalties for hate crimes committed against transgendered and gender variant people.

In Canada, much of the trans activist's effort is going toward getting recognition of the need to get access to free medical health coverage, and getting gender identity into provincial human rights legislation.

As legislators in these jurisdictions have realized, the need for specific legal protections for transgendered and gender variant people is compelling. Transgendered people experience severe discrimination-in employment, in health care, in housing, in public accommodations, in law enforcement, in education, and in many other areas.

In principle, discrimination against transgendered people should be covered under laws that prohibit discrimination on the basis of sex and/or sexual orientation, and discrimination against transsexual people in particular should often be protected under laws that protect persons with disabilities. In practice, however, most courts have interpreted laws that prohibit discrimination on those bases to exclude transgendered people.

Many legal scholars believe those judicial decisions are wrong, and many legal advocates are working to persuade courts to interpret existing anti-discrimination laws to protect transgendered people. Nonetheless, achieving civil rights protections in the courts will be a long and arduous undertaking. In the meantime, transgendered activists and allies must turn to the legislative branches of government-local city councils, state legislatures, and Congress-to secure basic civil rights protections.

(Continued p. 11)

Trans activism : Myth or Reality

There is also an added advantage to securing civil rights protections through the legislative process, rather than through the courts. Through the very act of fighting for our rights in a public forum, trans activists educate our communities about the discrimination that transgendered people face. If the campaign is successful, politicians at other levels of government and in other parts of the country will know that your community took a stand against this kind of discrimination. Even if the effort fails the first time around, other transgendered people, including isolated transgendered youth, may realize they are not alone.

Employers and other potential "discriminators" may learn that discriminating against individuals because of their gender identity or gender expression is wrong. And legislators may learn that transgendered and gender variant people are a part of their constituency and may be more receptive to the needs of that constituency the next time around.

Thanks to the hard work of trans activists and allies across the country, we now have several examples of successful campaigns to enact trans-protective legislation.

With those victories in place, now is a good time to take stock of what has been accomplished so far and to collect some of the hard-won wisdom earned in the trenches to share with other activists. But despite these advances, much work remains to be done before transgendered people are included in GLBT advocacy in a truly comprehensive and meaningful way.

That is particularly true when it comes to civil rights legislation.

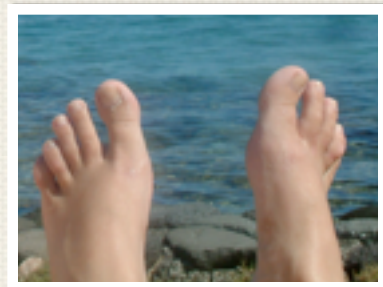
In conclusion, no one should be denied the opportunity to live and work in safety. By fighting for basic civil rights, trans people are affirming our inherent value and dignity as human beings and our right to equality in the public sphere.

(Source : Transgender Equality A HANDBOOK FOR ACTIVISTS AND POLICYMAKERS)

JUILLET / JULY 2010



ACTUALITÉS /
NEWS FROM HERE AND
ABROAD



SPÉCIAL VACANCES



DISCRIMINATION :
YOUR RIGHTS

News from here and abroad

Trans rights bill gets first hour of debate

The first hour of debate on Bill C-389, regarding including trans rights into Canadian human rights and Criminal Code legislation, began this morning in the House of Commons.

NDP MP Bill Siksay, the bill's author, began debate by lamenting the fact that there were no openly trans people in Parliament, and therefore the debate would leave important things left unsaid, or that other issues would be said awkwardly for lack of personal experience. He also defined the terms "gender identity," "gender expression," and "transsexual," so that the bill could be put into its proper context. He spoke at length about the need for the bill given that trans people are currently left without explicit human rights protections, that they faced increased violence and discrimination, and that the only jurisdiction in Canada with explicit protection for these kinds of protections was the Northwest Territories.

Siksay also outlined what are the common arguments against not proceeding, being the current problems that exist with the human rights frameworks in this country, and concerns about existing hate crimes legislation. Siksay also raised the "washroom debate" with regards to trans individuals, but said that this was largely a red herring, and that other jurisdictions that had protections for trans individuals hadn't had any issues with washrooms and the fears of violations in those spaces by people pretending to be trans in order to enter them for illicit purposes.

For the government, the Parliamentary Secretary for Status of Women, Sylvie Boucher, spoke and raised concerns that gender identity and gender expression went undefined in the bill, and worried that the bill was unnecessary given that trans people are already largely protected under the category of "sex" in most human rights jurisdictions, and while gender identity was protected in some other countries, gender expression was not, therefore why was it necessary. Boucher also raised concerns about freedom of speech if trans people were included in the hate crimes provisions.

For the Liberals, Rob Oliphant rose to speak, and admitted to being less than prepared given that Bob Rae was supposed to be speaking but was unable to be there, as he had to attend a funeral. Oliphant nevertheless spoke about how this debate touched him on three levels – on a personal level, as he had friends who had transitioned; on a pastoral level, as he had addressed the issue in his former career as a United Church Minister, and had congregants in a small-c conservative congregation come up to him to talk about how it affected their lives, either through family or co-workers; and on a professional level, as he had once served on a human rights organisation, and that they felt a need for clarity in the laws. Oliphant also said that Canada should take a leadership role on the issue of protecting gender expression, and that the issue has been raised in the Liberal caucus, where he believes that consensus has been reached.

Meili Faille spoke on behalf of the Bloc, expressing their support for the bill because of the loopholes in existing legislation that left the trans community by the wayside, and pointed to issues like police searches, and a 2009 case in Quebec of a transsexual teacher being fired.

For the NDP, Megan Leslie spoke about the respect owed to the trans community, her hope that "tolerance" and "accommodation" would be replaced by "respect" and "dignity," and the need to be kinder to one another. She also spoke of the time she once had a friend ask her to draft a letter that outlined the case law on the washroom issue, which this friend then carried around in her purse should she ever be challenged – something Leslie termed an indignity.

Second hour of debate will occur when C-389 again reaches the top of the order of precedence, but that is not expected to happen for several weeks.

(Source : Canadian Trans Human Rights Campaign)

News from here and abroad

Introducing 'Gender Identity' into Ontario Human Rights Code

Today trans community activists and organizations gathered at Queen's Park to call on MPPs to support amending the Ontario Human Rights Code to include 'gender Identity'. NDP MPP Cheri DiNovo asked the Liberal Attorney General Chris Bentley about amending the Code during Question Period and introduced Toby's Act to amend the Code today, International Day Against Homo/les/bi/transphobia.

Susan Gapka, Trans Health Lobby Group Chair applauded Cheri DiNovo's strength and determination in bringing forth Toby's Act on three different occasions, as recently as November 19.09. "Human rights protection which calls for the treatment of a disadvantaged group like transsexual and transgender persons moves past ideological views to seek respect and dignity for a segment of our population. It is across, a non-partisan issue – it is a human rights issue!" Gapka thanked organizations for supporting the bill and called upon Ontario residents to telephone and write their local MPPs in support.

For More Information Contact:

Susan Gapka: transhumanrightscampaign@yahoo.ca; (647) 882-2776

ENDA update

As pressure increases for a vote on the Employment Non-Discrimination Act in May 2010, some moderate Democrats are concerned that a show of support for the transgender-inclusive legislation could hurt their reelection prospects.

According to The Hill, "The bill scares centrist Democrats, who don't want to be forced to vote on a hot-button issue popular on the left as they approach November congressional elections in which heavy Democratic losses are expected."

In 2007 a version of ENDA without transgender protections won support from some centrists and passed the House in a bipartisan vote of 235 to 184.

"The Democratic whip's office has circulated an e-mail asking members if they'd support a version of the non-discrimination act that includes the transgender protection and if they'd oppose an anticipated motion to recommit that would water down or strike that provision," reported The Hill.

Some Republicans who supported the bill in 2007 said they would not support the transgender-inclusive bill this year, while dozens of Democrats who supported the 2007 bill have not signed on as cosponsors this year.

Rep. Barney Frank of Massachusetts, the bill's chief sponsor, remains confident that it will pass, although its fate in the Senate remains uncertain. The Senate did not vote on ENDA after it passed the House in 2007.

(Source : www.advocate.com)

News from here and abroad

Parents offer support for Transgender Rights Bill



Mothers and fathers of transgender children join together to demand equality.

Parents of transgender people came together at the Massachusetts State House on April 27 to show their support for the Transgender Civil Rights Bill along with state representatives and members of the Massachusetts Transgender Political Coalition (MTPC).

"It is a great source of frustration to my wife and I that the Legislature has moved so slowly in providing protections in the realm of gender equality," said Dave Hardy, a retired Boston Public Schools teacher and father of three sons, one of whom is transgender.

Local LGBT advocacy organizations applauded the parents and attendees of the press conference. "Parents of transgender people simply want what all parents want for their children: love, happiness, health, safety, and the ability to achieve their full potential as human beings, without fear of violence and discrimination," said Scott Gortikov, executive director of MassEquality. "Their voices need to be heard in this debate."

Retired Quincy firefighter Ken Garber, with wife Marcia at his side, paused with emotion on Tuesday as he told the crowd of his deceased transgender son's writing about the harassment he had experienced at school.

"I wish I could say that the stories these parents told about the suffering of their transgender sons and daughters are rare, but this kind of thing is happening over and over, all across this state," said Gunner Scott, executive director of the MTPC. "Too many good people are suffering for no good reason. It's time to reject fear-mongering, put an end to this insulting bathroom talk, and pass this bill."

The press conference was organized by MassNOW, the MTPC, MassEquality, the Massachusetts chapter of the National Association of Social Workers, the American Civil Liberties Union (ACLU) of Massachusetts, Gay & Lesbian Advocates & Defenders (GLAD), and the Transgender Civil Rights Coalition.

(Source : www.edgeboston.com)



Community calendar.

Please send us information on your events or activities so that we can make it available to everyone on our web site.

Send a brief description of your happening to our editor's email :
crepesauxpomes@hotmail.com

News from here and abroad

American Eagle suits transgendered workers



Transgendered people have won a discrimination complaint against American Eagle Outfitters in New York.

According to Jason McGuire, executive director of New Yorkers for Constitutional

Freedoms (NYCF), the pressure came from the attorney general's office.

"I think we have a situation where there is a sitting attorney general who is looking to run as governor and is doing everything he can to shore up his LGBT base," McGuire suspects. "What we're referring to is Attorney General Andrew Cuomo, [who] has really gotten involved with a clothing outfit and is saying they're going to have to hire and be sensitive to transgender employees."

American Eagle Outfitters opted to settle out of court rather than fight an expensive legal battle, and that decision is likely to impact other employers.

"That's the real threat," the NYCF executive director notes. "When we look to legislate from the attorney general's office, rather than through the legislature itself, we're forcing businesses to say, 'I can't afford that kind of a lawsuit,' and so they're just going to comply with whatever the attorney general may say."

McGuire believes this is a matter of a vocal minority pushing its agenda down the throats of others, and he urges people to be on guard and make their feelings known to their elected representatives.

(Source : www.thetransgenderzone.com)

Transgender youth "vulnerable" to sex industry

A researcher has found transgender youth are particularly vulnerable to being drawn into the sex industry.

A team led by Gillian Abel from University of Otago, Christchurch, interviewed 772 sex workers for the book Taking the crime out of sex work - New Zealand sex workers' fight for decriminalisation.

"The book provides compelling evidence decriminalisation has achieved the aim of addressing sex workers' human rights and has had a positive effect on their health and safety."

It found sex workers have knowledge of their employment rights and are more likely to assert them. They also have a better relationship with police and are more likely to report violence, but there is still stigma associated with the job.

An area of concern that emerged was transgender youth, who the researchers found are particularly vulnerable to being drawn into the industry and need greater support.

Abel says transgender workers tend to work either privately or on the street. She says street-based workers are still acknowledged as being the most vulnerable sector of the sex industry - even in a decriminalised environment.

"Transgender participants in our study tended to start sex work, on the street, at an early age because they had often left home as a result of conflict within their families about their gender identity," she says.

"They then found some sense of community with other transgender people on the street."

Abel adds that when transgender participants tried employment in other occupations, they were often discriminated against and made to feel like everybody was staring and talking about them.

Abel says there needs to be more support for transgender youth, while Government social policies need to be improved overall to protect all those aged under 18 entering sex work.

(Source : The New Zealand Daily News)

News from here and abroad

9-year-old Arizona girl lives as transgendered person

For some children, what's biologically on the outside, doesn't match what's on the inside. Doctors call them transgender children.

More and more parents are allowing their kids to live as the opposite sex. The family of a 9 year-old Arizona girl agreed to share their story.

By the time she could talk, Josie Romero insisted she was a girl. Her parents say with the help of doctors, they realized, it wasn't just a phase. Between her passion for the color pink, laughter shared with her adopted sister and long sun-kissed hair, you'd never know Josie was born with male anatomy.

At age two, Joey showed signs he was a she, modifying his toys and clothes to be more girly.

Than at age 4, while dressed up in her mom's jewelry she said, "Don't I look so pretty? And I laughed and said you do, you look just like a little girl and she was devastated. She said I don't look like a little girl, I am a little girl," says Josie's mom Venessia Romero.

At six, the family's pediatrician diagnosed Joey with Gender Identity Disorder.

According to experts at Howard Brown Health Center in Chicago, an estimated three million Americans believe they were born in the wrong body. Josie's mom turned to Transgender Youth Family Allies, a support group where there are 125 children nationwide going through the same thing, diagnosed as transgender before puberty.

At one point Josie was taking 14 different medications to battle depression before the family came to terms accepting her as a girl.

Joseph, an air force engineer says he had aspirations for his son, but in the end gained a daughter.

"I think we cheated her out the first couple years of life because she was really trying to explain to us that something is not right. We didn't know how to explain it, but she did. She already knew," he says.

(Source : www.nbc.com)

Cher's son now officially a man



A request by Cher's child Chaz Bono to change his name and gender following sex change surgery last year has been granted by a Los Angeles judge.

The 41-year-old writer, activist and reality TV star, who was born Chastity Sun Bono, is now officially a man and has a new name - Chaz Salvatore Bono.

"Chaz couldn't be happier," said his attorney Kristina Wertz in a statement.

Chaz Bono is a gay rights campaigner who appeared on the American version of Celebrity Fit Club in 2006.

The name Chastity came from the title of a film his mother made with her first husband Sonny, who died in a skiing accident in 1998.

Wertz, of the Transgender Law Center, said the granting of her client's petition was "an important step in his transition".

The court order, she said, would allow Bono "to change a variety of his identity documents to show who he truly is".

Bono revealed last June he had undergone gender reassignment surgery, calling it "the best decision I've ever made".

At the time, Cher promised to support her child on his "difficult journey" and said she would "strive to be understanding".

(Source : BBC News, May 07, 2010)

News from here and abroad

Trans travel tips @ Egale Canada



The recent introduction of full body scanners poses a variety of problems with regard to privacy and discrimination, especially for transpeople.

This recent changes prompted Egale Canada to publish a Trans travel tips guide available in PDF format.

This guide covers a variety of tips related to identification, luggage, clothing and existing security measures travellers could encounter. It also explains how to react in case of mistreatment an inappropriate behaviour on the part of the airport personnel.

Egale Canada is Canada's LGBT human rights organization working for advancing equality, diversity, education and justice.

(Source : trans.egale.ca/?p=630)



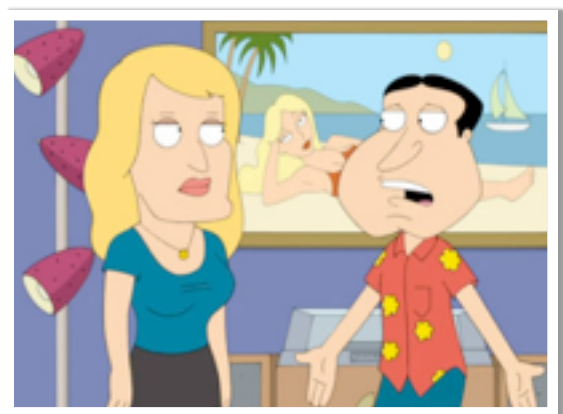
GLAAD Concerned Over Family Guy

The Gay and Lesbian Alliance Against Defamation has shared its concerns over Sunday night's episode of Family Guy, in which Glenn Quagmire's dad, a decorated Naval hero, decides to make the transition from Dan to Ida.

The episode featured scenes in which Lois Griffin instructs her daughter, Meg, to throw out a dessert that Ida brought to their home and another in which Brian Griffin vomits profusely after it is revealed that he had sex with Ida.

Glenn also has a difficult time accepting his father's change, but in the episode he says he is happy with it as long as Ida is happy. He then goes to the Griffins' house, where he attacks Brian for having sex with his father, but at the end of the fight, as Glenn walks out the door, Brian retorts, "Hey ... I f***ed your dad" and shut the door.

GLAAD's entertainment media manager Jonathan Rosales wrote in a blog post that the organization would address its concerns with Fox, the network on which Family Guy airs. He said that the next steps would be decided after the meeting



(Source : www.advocate.com)

Project trans archives

Danielle Chénier

Since the beginning of time, the human race has left traces of the past in order to continue to evolve, through memories of both good and bad experiences.

This archival information, whether it be through written works or shared folklore, are a result of these experiences and evolution.

Documentation in the transsexual community is relatively new, and is being created from the exchange of personal experience.

There are several different types of archives. Our transsexual documentation archives are considered to be part of a private archive. Therefore, these archives can be given, bequeathed, or entrusted in deposit to a public archive, and their use can be restricted according to particular rules created by their owner.

These archives may be historical in nature, they may be about current affairs, and be of different formats including paper, audio files, video files such as news reports, television series, films, music, news articles, books etc.

The archives will be, for the most part, available through the internet from the website of the ATQ, while others will be made available for consultation by request.

If you would like to consult any of the available documentation, or would like to contribute material to the archives, please contact Danielle Chénier at the following email address : archives@atq1980.org

As well, we are currently seeking volunteers to convert paper documents to an internet ready format (scanning documents, creating text files etc...), as well as personnel to translate documentation so that it is available in both French and English.

April Ashley (1935 - present day)

Patrick Gilbert

Born in Liverpool, April Ashley grew up to become not only one of the most beautiful transsexual women in the world, but one of the most beautiful women.



April moved to Paris in the 1950s and joined the cast of the cabaret show at the Carousel theater. She had an early sex reassignment procedure in 1960 in Casablanca, Morocco and moved back to England where she became a successful supermodel.

However in 1961 she was outed by the Sunday People causing a great scandal and ending her modeling career instantly. Her modeling contracts were all cancelled the following day and she never received another modeling contract.

She married Lord Arthur Corbett in 1963, a marriage that lasted just six days, but in 1970 the Corbett family successfully sought to have the marriage annulled on the grounds that Ashley had been born male. Lord Justice Ormrod in the High Court went beyond this and constructed a medical test and definition by which the sex in such cases was to be determined, denying trans people their basic human right for over 30 years until the passing of the Gender Recognition Act in 2004.

After many years in San Diego April Ashley currently lives in the South of France with her cat Lily. In 2006, she released her updated autobiography *First Lady* and made TV appearances on Channel Five News, This Morning and BBC News. In one interview, she said, "This is the real story and contains a lot of things I just couldn't say in 1982".

(Source : www.squidoo.com/transhistory)

Lettre ouverte : Je suis transsexuelle

Danielle Chénier

On dit que les apparences sont souvent trompeuses et que le gazon est toujours plus vert chez le voisin. Ces deux expressions s'appliquent très bien pour vous faire connaître Vicky, ma sœur spirituelle et la situation de vie dans les Caraïbes, réputés pour être paradisiaque...

Vicky est né à Montréal en 1958 et 3 semaines plus tard, elle est partie vivre à Nassau, (Bahamas) terre natale de son père. Tout comme beaucoup d'entre nous, très jeune elle a ressentie un inconfort avec elle-même, car elle est née homme, le mauvais corps pour elle... Dans cette belle contrée, elle a donc dû très tôt cacher la partie féminine en elle, pour pouvoir passer à travers différentes étapes de sa vie. Il y a 25 ans, encore cachée sous une identité masculine, elle rencontre sa femme qu'elle marie quelques années.

Par la suite, constatant la détresse grandissante de son mari, le couple a décidé qu'il était temps pour Vicky de sortir de son ombre et commencer sa transition. Malgré le fait que sa femme ne soit pas lesbienne, elles sont toujours ensemble, l'amour ayant surpassée l'identité de genre de Vicky... Quelle est donc la grosse différence à comparer à ici? Ce paradis terrestre peut être merveilleux pour beaucoup de monde, mais il ne semble pas vouloir inclure les personnes différentes qui ne cadrent pas dans l'optique conservatrice chrétienne qui y prône...

Depuis 15 ans, Vicky est devenue militante pour le droit des GLBT et essaie de démystifier la transsexualité au risque de sa sécurité et de celle de sa famille. Elle a passée plusieurs fois à la télévision, les journaux et travaille fort sur le plus populaire forum internet des Bahamas "Bahamasissues.com" pour éduquer sur la réalité GLBT. Elle est aussi une des fondatrices de Rainbow Alliance et à élargie depuis peu son volontariat aux Caraïbes entière en s'intégrant à Cari-Flag, qui travaille présentement à faire supprimer une loi anti-travestissement en Guyane. Cette loi met sous arrêt toutes personnes ne correspondant pas en apparence à leur sexe d'origine (incluant donc les transsexuelles !). Elle est aussi impliquée dans le seul organisme VIH de l'île, depuis 4 ans, pour faire comprendre que les besoins au niveau prévention VIH est très important auprès des GLBT.

À cause de l'influence énorme du Christianisme très conservateur régnant dans les Caraïbes, les personnes GLBT n'ont aucune protection, ressource et services spécifiques. De plus, la population générale est maintenue dans un état de manque de connaissance sur les personnes GLBT (Ça ne vous fais pas penser à la situation des GLBT il y a une trentaine d'année au Québec!?).

La communauté GLBT est très cachée, il n'existe qu'un seul bar GLBT et n'est pas du tout publicisé, pour le garder ainsi dans le secret et protéger leur clientèle... Les ressources financières des Caraïbes sont principalement touristiques et une bonne proportion de la population vit dans la pauvreté, ce qui pousse la criminalité en hausse.

La communauté GLBT en souffre donc aussi, les abus et meurtres homophobes passent très souvent invisibles n'étant pas prioritaires pour rechercher les coupables. Dès que les parents réalisent la différence de leur enfant, ils le mettent à la porte et ce jeune finis donc souvent dans un état de précarité extrême qui le pousse à la criminalité ou le rend plus fragile à se faire abuser ou tuer. Les gays et les transsexuel(le)s sont considérés de la même façon dans ce pays : Ces personnes sont considéré comme ayant un désordre mental et une déviance sexuelle et personne ne comprend vraiment que la transsexualité est une condition médicale...

(Suite p. 20)

Lettre ouverte : Je suis transsexuelle

Danielle Chénier

Vicky est la première femme trans à avoir commencé sa transition à temps plein, à être hormonée et ayant officiellement sa lettre de thérapeute confirmant sa transsexualité, et à ce jour et à sa connaissance elle est encore une des seules, les autres n'ayant pas sortie de leur ombre par peur de rejet et de tout perdre ou ayant immigrées vers des contrées plus clémentes envers les personnes transsexuelles.

Effectuer sa transition dans ce pays fut très difficile à tous les niveaux ie aucune ressource n'existant spécifiquement pour les transsexuel(le)s et aucuns médecins ne voulant l'aider, elle a dû trouver ses thérapeutes et son endocrinologue en dehors du pays, soit aux USA et au Canada. Et professionnellement elle a été très chanceuse : elle a sa propre entreprise, elle est joaillière et à transitionnée petit peu par petit peu pour préparer le terrain avec ses client.

Vicky rêve du jour où les spécialistes de la santé vont bien vouloir prendre soin de leur patients transsexuels, que le pays prenne plus en considération de la réalité des personnes GLBT et ainsi créer des lois pour les protéger.

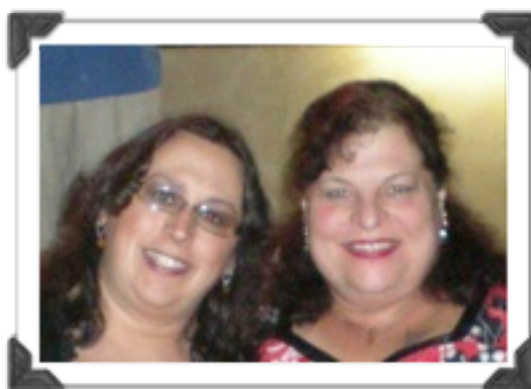
Depuis que je l'ai rencontrée il y a quelques années, je ne l'ai jamais vu flancher dans son militantisme, peu importe où elle est, elle s'implique et démystifie sur les GLBT et le VIH pour le respect et l'égalité de chacun!!

Courage, Vicky nous espérons que bientôt les instances médicales et gouvernementales de ton pays s'engagent pour faire avancer la cause GLBT.

- Danielle Chénier

Visiter sur youtube first bahamian transsexual

Aller sur le forum de bahamasissues et participez aux discussions GLBT pour éduquer le pays sur les autres réalités à travers le monde.



Danielle et Vicky

Danielle Chénier, 32 ans, a fait sa transition depuis plus de 10 ans et s'est impliquée dès ses début dans la communauté trans: Astd(e)Q, CTTQ, fierté trans et ATQ. Elle fait régulièrement des conférences et témoignages et conférence pour démystifier la transsexualité. Toujours active au sein de la communauté, elle est présentement en charge du dossier archives et guide ressource au sein de l'ATQ.

Out at the movies !



Trinidad, 2009

Directors Jay Hodges and PJ Raval heard about a small Colorado town that was, as they told IndieWire in an interview two years ago, "filled with cowboys and transsexuals," "a place where people arrived men and left women"... and decided to make a movie about the place.

The movie is called Trinidad, after the town where Dr. Stanley Biber started performing sex-change surgeries in 1969.

The filmmakers arrived in time to talk to Dr. Berber before his death in 2006, and to meet the surgeon who would take over his practice, Dr. Marci Bowers herself a transsexual. In her interview, Bowers sets out a brief history of herself: formerly a husband and father with a gynecological practice in Seattle, Bowers found in Trinidad more than a place where Biber's expertise and Bowers' own feel for the "art" of "genital reassignment." Where some in the film talk about sexual reassignment in strictly physical terms, Bowers finds a spiritual aspect to the town, and to the procedure, telling an audience that, "We're not changing gender--we're just, simply, aligning the genitals with the gender."

Bowers' passion is for creating female genitalia that look, and function, like the real thing; indeed, with her attention to aesthetic and sexual sensitivity (she even creates clitorises for her patients), what Bowers creates is the real thing. (Warning: this film contains graphic, if clinical, imagery.)

The film also follows a pair of Bowers' patients, Sabrina Marcus and Laura Ellis. Sabrina used to be an engineer who worked on the space shuttle; she lost her home, her marriage, and her job during her 14-journey to transitioning. What she didn't lose was her connection to her children, who also appear in the film; as for the number of years she took to get where she was going, Sabrina reckons that the process calls for a lengthy period of time.

Laura, on the other hand, took much less time to transition. Her final surgery takes place in the course of the documentary, along with the rise of a dream that she and Sabrina share about establishing a "recovery house" for Dr. Bowers' postoperative patients. The renovation of the house in question, and the tensions that it involves, inform a good portion of the film; someone points out early on that transsexuals, like anyone else, are just people, and the film makes that point in the ongoing drama of the recovery house, and the hurt feelings that it entails, more effectively than at perhaps any other juncture.

Hodges and Raval don't focus on the transsexuals to the exclusion of the townsfolk. They take their camera to local businesses and to the street to hear what some of the town's 9,000 residents have to say, and encounter a range of opinions. Some people are accepting; some don't understand why a man would want to become a woman through surgery, or vice-versa, but are grateful for the economic benefit of the hospital; others dismiss sexual reassignment as contrary to God's wishes, and at one point a local "coalition" of churches attempts to put a stop to Bowers' work.

For many people, gender is pretty cut and dried; but nothing in human experience is ever as obvious or easy as the moralists among us might like to have it. For some, this film demonstrates, getting a body that matches the inner person can be a dream come true, even a life-saving boon. The point that various interviewees make is that having the right, surgically modified body can bring a profound peace, literally setting the world to rights for those who feel born into the wrong gender.

(Source : www.trinidadthemovie.com)